Attachés à la Sécurité Sociale, au service public de santé, nous exigeons le retrait du projet de loi Bachelot.

Le gouvernement met 360 mds € à la disposition des entreprises, bancaires ou autres. Mais il entend se rattraper sur la santé et continuer à la privatiser.

La loi de financement de la Sécu 2009 et la réforme de l'hôpital de Mme Bachelot loi HPST (Hôpital, Patients, Santé, Territoires) sont une ***RUPTURE FONDAMENTALE*** *avec la Sécurité Sociale solidaire et la santé publique pour tous.*

Des drames récents ont pourtant mis en lumière les dangers de cette politique

Objectif : austérité et équilibre budgétaire

La santé devrait être une priorité , mais pour M Eric Woerth, ministre du budget : « *Le 1er objectif c'est de (…) parvenir à l'équilibre du régime général en 2012* » : La santé est réduite à une variable d'ajustement du Pacte de stabilité européen.
Le gouvernement prévoit cyniquement que la crise privera la Sécurité Sociale de 5 milliards € de ressources, il pourra encore nous dire dire : « *les caisses sont vides. On va rogner les dépenses* »

Plan social à l'hôpital

¤ 100 000 lits ont été supprimés depuis 1992. Sous affichage de mutualisation via les ARS (Agences Régionales de Santé), l'accélération des fermetures d'hôpitaux et maternités est programmée.

¤ Pour parvenir à l'équilibre 20 000 emplois sont menacés dans les hôpitaux, alors que depuis des années le manque de personnel est dénoncé. Les soins seront assurés par qui ? Des personnels de moindre qualification…ou la famille…

Privatisation

¤ Augmentation de la part de l'hôpital privé, déjà parmi les plus importantes d'Europe. Pour cela les partenariats public – privé (c'est à dire les moyens publics mis généreusement à la disposition du privé) « *doivent devenir la règle* »

¤ Gestion de l'hôpital copiée des pires méthodes du privé, rentabilité oblige !! Les directeurs seront promus « *vrais chefs d'entreprise* » chargés de réduire les coûts à tout prix, Les élus jugés trop souvent solidaires de la population, seront marginalisés…quant aux usagers, ils ne pèseront pas lourd.

¤ Disparition des administrations chargées de la santé publique, une partie des personnels des Direction départementales et régionales de l'action sanitaire et sociale serait mis à disposition des ARS, les autres, « la cohésion sociale »… à la jeunesse et aux sports !! A la place des agences où les intérêts privés pèsent lourd.

Malades, assurés paieront plus

¤ Transferts de prise en charge de la Sécurité sociale vers les mutuelles et assurances privées. Les français paieront encore de plus en plus (les malades ont payé l'an dernier 800 millions que la sécu à « économisé » avec les franchises)

¤ Les mutuelles et assurances privées entrent dans la gestion de la Sécurité Sociale. Objectif : le rentable au privé, les pertes au public.

¤ Les retraites sont en chute libre. Mais pour M Sarkozy, pourfendeur des spéculateurs, « *la dépendance des personne âgées est le plus souvent un risque assurable qui peut être couvert en partie par des produits financiers innovants* »… proposés par ces mêmes spéculateurs. Au moment où aux USA et en Grande Bretagne les retraites de ce type baissent avec la crise financière !

Franchises, déremboursements, dépassements d'honoraires

¤ Les franchises, les déremboursements, continuent. Les dépassements d'honoraires, devenus souvent astronomiques, sont maintenus et même encouragés.

¤ Nouvelles menaces de déremboursement partiel des ALD (longues maladies : diabète, cancer, Alzheimer…),

Nous refusons que Sarkozy nous impose le système de santé américain

Nous refusons l'entrée des assurances privées dans la sécurité Sociale

L'argent existe. Nous refusons les coupes budgétaires dans la santé

Nous demandons le retrait du projet de loi Bachelot

Nous invitons celles et ceux qui ne veulent pas ce retour en arrière au nom de la nécessité de réformes à venir en débattre

Lundi 2 février 2008 à 20h30
Maison des syndicats, 29 avenue Charlotte Corday à Caen

réunion - débat au tour du film de Jacques Cotta

L'accès aux soins en danger

Collectif du Calvados pour le droit à la santé et l'accès aux soins partout et pour tous.

CGT DDASS/DRASS, SUD Protection sociale, Solidaires, SUD Santé, FSU, LCR, ANPAG/CUAL, USD CGT Santé Action Sociale 14, Coordination des hôpitaux de proximité, CGT du personnel de l'URSSAF du Calvados, ATTAC-14, UNSA